



Augmentations de salaires : Pour SNCF, une logique de classe !

Dans le cadre des négociations sur le forfait-jours, la direction de l'entreprise annonce une augmentation des salaires de 3,1%...

... Oui, mais seulement pour l'encadrement !

En parallèle de cette annonce, la direction avise les fédérations qu'elles devront faire des choix dans les négociations concernant les mesures collectives.... À savoir : soit une augmentation générale des salaires, soit l'aménagement des fins de carrière, etc...



En résumé, il y a de l'argent pour l'encadrement, mais pas pour le reste des cheminots ! Scandaleux !

Pire, alors que la direction a décidé de brider certains contingents de niveaux pour l'exercice de notation 2017/2018 (passage à TB 03 par exemple), elle affiche aussi vouloir favoriser les changements de niveaux de « l'encadrement » : les F, G et H.

Il s'agit donc là d'une véritable logique de classe, une double peine pour la majorité des cheminot-e-s .

Cette mesure discriminante est à l'image de celle qui étrangle les travailleurs en France (*mais pas seulement*) puisque depuis 2009, **le salaire moyen des grands patrons a augmenté d'environ 33%, soit prêt de 400.000 euros annuels** ; le SMIC n'ayant augmenté que de 80 centimes/heure sur la même période. Le rapport entre la rémunération des 10% les plus riches et des 10% les plus pauvres se creuse toujours plus année après année.

Notre direction a elle imposée deux années blanches sur le plan salarial dans le Groupe Public Ferroviaire, enfin, pas tout à fait blanche pour tout le monde quand on constate que cela ne s'applique pas aux 10 plus hautes rémunérations de l'entreprise.

Pour la Fédération SUD-Rail, il faut imposer une revalorisation globale, significative et en somme uniforme pour tous, ACTIFS et RETRAITE-E-S !

LA FEDERATION SUD-RAIL DEPOSE UNE DCI POUR OBTENIR DES MESURES JUSTES ET EQUITABLES ?

Dans un courrier daté du 17 janvier, la direction affirmait la nécessité de mesures « justes et équitables devant assurer l'égalité de traitement entre tous les salariés » ...

Avec les annonces récentes, **au contraire**, la direction fait le choix de mesures par catégories de personnel (*l'encadrement et le reste...*). Avec les nouvelles dispositions légales, on aurait pu penser que la direction aurait ciblé par exemple le personnel féminin afin de gommer les écarts de rémunération sur la carrière, ou encore, les plus bas salaires pour des raisons évidentes de dignité de traitement... **IL N'EN EST RIEN !**

L'entreprise fait le choix de creuser encore plus l'échelle des salaires et de mépriser certaines catégories !

Cette logique de division de la politique salariale, après celle de l'individualisation, n'est pas neutre et ne se limite pas à une volonté de s'assurer le calme et le suivisme managérial chez les encadrants, eux aussi dépassés par les réorganisations.

Cette politique correspond clairement à une volonté de poursuivre et renforcer les mesures de réduction de la masse salariale globale pour les agents de la production. Alors que la direction annonce un bénéfice de plus de 500 Millions d'euros en 2016, réalisé majoritairement sur la productivité des cheminots, elle fait le choix de redistribuer cette plus-value à une seule catégorie de l'entreprise.

Sans doute pour faire avaler la pilule des restructurations, des fortes dégradations des conditions de travail, de la casse des métiers, etc...

Brider les salaires, c'est faire le choix de :

- ⊗ Bloquer le point de repère dans les négociations de la grille de la future convention collective.
- ⊗ Limiter les exigences sociales de la production pour se placer sur un appel d'offre.

La SNCF veut rompre avec le principe d'augmentations salariales pour tous les salarié-e-s en instaurant un système mettant de côté les cheminot-e-s de la production où seul une partie de l'encadrement bénéficierait de 3,1 %.

(C'est minimum 100 euros par mois pour un CS, 50 euros pour un qualif E et 75 euros en moyenne !)

Pour la Fédération SUD-Rail, cette politique discriminatoire est méprisante et scandaleuse !

L'argent doit être redistribué à toutes et tous celle/ceux qui produisent !

